

ANTIRESSE

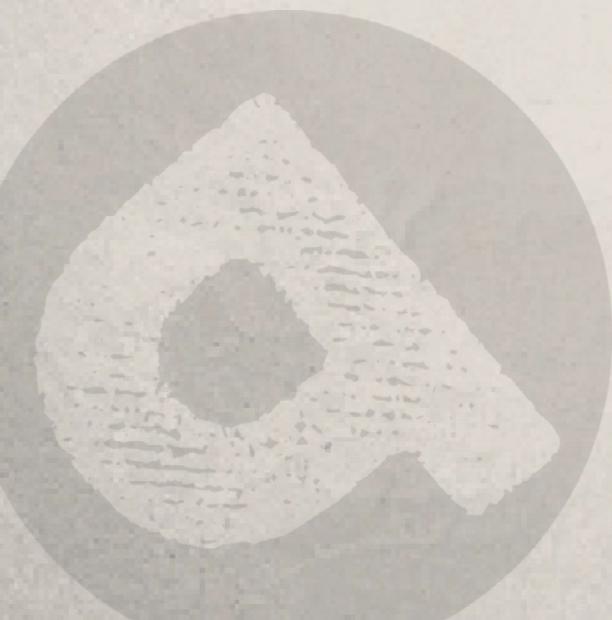
Observe • Analyse • Intervient

Guerre? Quelle guerre?

Democratie contre liberté?

Kaboul, fin de partie?

Vacciner l'Afrique?



N° 322 | 30.1.2021



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Suicide par flic interposé

O NAURAIT PUTROUVER UNEDIVERSION MOINS RISQUÉE QU'UNE GUERRE POU RESCAMOTER LA SORTIE DE SCÈNE DE CORONAFOIRUS. OU PEUT-ÊTRE PAS. DEPUIS L'ORIGINE DES TEMPS MODERNES, LE SPECTRE DE LA GUERRE EST LE MONSIEUR LOYAL DE TOUTES LES CRISES DU CAPITALISME, CELUI QUI PERMET D'ENCHAÎNER LES NUMÉROS ET DE «REDÉMARRER LA MACHINE». À CHAQUE FOIS L'ON JURE QUE JAMAIS PLUS ET PUIS...

ADIEU, PAX AMERICANA!

Nous sortons de la période de paix la plus longue du monde occidental. Une si longue paix, néanmoins, ne signifie pas l'absence de guerres. Au contraire, il n'y a eu que ça. Nous ne pouvons pas nous permettre la guerre, frontale, nucléaire et définitive, c'est pourquoi nous avons multiplié les guerres. Depuis 1945, les guerres ont donc fait rage comme jamais, mais cela ne concernait que les bantoustans, des Balkans au sud-est asiatique en passant par

le Moyen Orient et l'Afrique. Il a été récemment établi à partir des statistiques du Pentagone que les Etats-Unis ont lâché plus de 337'000 bombes sur le reste du monde ces 20 dernières années, soit *46 frappes en moyenne par jour!* Heureusement, cela tombait assez loin de nos oreilles pour ne pas nous empêcher de dormir.

D'aucuns vont même jusqu'à dire que cette instabilité violente des autres aura été le prix de *notre* développement sans précédent dans

la deuxième moitié du XXe siècle. Sachant que la condition première du développement matériel tient dans la disponibilité de l'énergie et des matières premières, le rapport semble logique. Il est plus facile d'arracher leurs richesses à des pays disloqués par le conflit permanent qu'à des Etats souverains et organisés. Comme l'ont observé les commentateurs des statistiques évoquées ci-dessus, «le gouvernement et l'establishment politique américains ont remarquablement réussi à maintenir le public américain dans l'ignorance des conséquences atroces de ces campagnes de destruction massive à long terme, ce qui leur a permis de maintenir l'illusion du militarisme américain comme force du bien dans le monde...»

La remarque vaut bien entendu aussi pour tous les pays groupés sous le grand chapeau de l'Oncle Sam et qui ont contribué à ses razzias, militairement, diplomatiquement ou médiatiquement, en dissimulant à leurs propres citoyens la gravité des infamies dont ils étaient les bénéficiaires finaux. Parfois la vérité sortait par bouffées, via des «lanceurs d'alerte» allant du vieux linguiste Noam Chomsky au jeune informaticien Edward Snowden, en passant par divers écrivains, réalisateurs ou journalistes dont le martyr Julian Assange restera comme le saint patron. Aussitôt, c'était tout un appareil de déni qui se mettait en branle pour les bâillonner, les compromettre ou les marginaliser, et ce n'était pas si difficile. Nous

étions tous, sous ce chapitre, comme les filles de l'ogre(1) dans l'histoire du petit Poucet. Fermer les yeux sur les menées cannibales de papa était la condition de notre bien-être et de notre sécurité. Mais cette cécité de confort, comme dans le conte de Perrault, est devenue si habituelle qu'elle pourrait aussi être la cause de notre perte.

- **Notule.** On commence ainsi à dénoncer en France l'influence funeste des mafias transnationales du *consulting* incarnées notamment par la compagnie McKinsey. Or il y a bientôt vingt ans que le *corporatocrate* repent John Perkins, dans ses *Confessions d'un tueur à gages économique* (2004) (2) a décrit la fonction prédatrice des sociétés de consulting anglosaxonnes dans le pillage des pays dits «émergents» — consistant pour l'essentiel à les emmener sur les récifs par un pilotage sciemment faussé, pour laisser ensuite les corporations se partager leurs dépouilles. Bref, un travail classique de naufrageurs côtiers, dont la France du *pass vaccinal* se découvre tardivement la victime.

L'ENGRENAGE

Le «tiers monde» mis en coupe réglée, on a appliqué la recette à la Russie après l'échec apocalyptique de la Pérestroïka. Il fut un temps, dans les années 1990, où le Président aimé des Occidentaux traitait l'opposition parlementaire à coups de canon(3), où des compagnies de théâtre devenaient soudain, on ne sait comment, les plus gros exportateurs de cuivre du pays, où des cafetiers et trafiquants d'ordinateurs

achetaient des compagnies pétrolières nationales pour une bouchée de pain dans des enchères pipées, et où des brise-glace nucléaires d'une importance cruciale pour la survie des villes de l'Arctique étaient repérés par imagerie satellite dans des îles du Pacifique sud où leurs voleurs les avaient parqués, peut-être pour y servir de génératrices. Le réalisateur et député Stanislav Govoroukhine avait rassemblé tous ces tableaux du pillage à grande échelle de la Russie dans un film intitulé *La grande Révolution criminelle*. Mal lui en prit: son matériel vidéo lui fut confisqué par les services compétents. Entêté, Govoroukhine publia le script(4). Même sans les images, il y avait de quoi vous faire dresser les cheveux sur la tête.

C'est au début de ces années folles, en 1990, que les barbouzes gouvernant à l'époque les USA, MM. Bush l'Ancien et Baker, ont promis à Gorbatchev que jamais l'OTAN ne profiterait de l'évanouissement momentané de la Russie pour avancer «ne serait-ce que d'un pouce» vers l'est. Comme l'histoire le montre, ils ont menti. Leurs successeurs ont affirmé qu'il n'y avait jamais eu aucune promesse. Eux aussi ont menti. Des documents déclassifiés en 2017 détaillent le *deal* non respecté. A la fin du siècle, l'OTAN dévastait la Serbie au cours d'un bombardement continu de 78 jours, ignorant toute décision de l'ONU et tout principe de droit international. Le règne de l'arbitraire américain atteignait son apogée en cette fin de siècle lorsque

le titubant Eltsine passa la main à un diaphane blondinet du KGB. Depuis, l'histoire a pris un autre cours.

Alors que Vladimir Poutine s'installait encore dans ses meubles, le sous-marin nucléaire K-141 *Koursk*, qui avait donné bien du fil à retordre à l'OTAN lors de la guerre de Serbie, explosait dans des circonstances troubles(5) impliquant l'ingérence de deux sous-marins US. En ce mois d'août de l'an 2000, le monde passait plus près de *La guerre définitive* que jamais auparavant, et les Occidentaux commençaient à comprendre à qui ils avaient affaire au Kremlin. Tout ce qui s'est produit depuis lors pourrait être décrit comme un engrenage conduisant à la confrontation actuelle. Pendant que la Russie débarrassée de l'URSS reconstruisait son économie, son armée, son influence stratégique et sa crédibilité morale, le bloc occidental démantelait les siennes, pièce par pièce. Au moment où les pays d'Occident remplaçaient père et mère par *parent 1* et *parent 2*, la Russie inscrivait la définition traditionnelle de la famille dans sa Constitution. L'opposition n'est plus géopolitique, elle porte sur la définition même de l'être humain.

LA BHLISATION DE LA POLITIQUE OCCIDENTALE

En 2008, alors que le Caucase était plus ou moins pacifié malgré tous les efforts de la CIA, la Géorgie dirigée par un pittoresque polichinelle de Washington essayait d'occuper l'Osétie du Sud. La réaction de Moscou



Soldats russes massés près de la frontière ukrainienne.

fut foudroyante et l'armée géorgienne annihilée. Début 2014, à Kiev, la révolution colorée de l'«Euromaïdan» chassait du pouvoir le piteux Yanoukovitch qui venait de réviser ses alliances et de se retourner vers la Russie. Aussitôt le nouveau régime ukrainien se mettait en tête de réduire la résistance russophone du Donbass, à l'Est, avec l'approbation des USA et de l'UE. Moscou en profitait pour reprendre la Crimée et appuyer discrètement les républiques rebelles de Donetsk et de Lougansk. En 2014, l'Ukraine du «Maïdan», où BHL tenait tribune devant un sympathique parterre de néonazis, rêvait d'intégrations européennes. En 2022, c'est un pays exsangue, désorganisé, corrompu jusqu'à la moelle, que ses élites désertent en masse, le plus souvent en direction de la Russie. Plus personne ne songe un seul instant à lui ouvrir les portes de l'UE.

Avec l'OTAN, c'est un peu différent. L'Ukraine reste une réserve de russophobes fanatiques mobilisés par un «nazisme de transition» (l'expression est de Xavier Moreau) qui peut encore fournir de la chair à canon volontaire et — croit-on — contribuer au «confinement» de la Russie. L'Occident ne songe pas à sacrifier un seul soldat à la défense de l'Ukraine, mais il ne veut pas non plus rentrer ses griffes. (De manière générale, l'Occident est incapable de reconnaître ses limites, et c'est bien le tragique de la situation...) Va-t-il risquer une guerre avec la Russie pour ce «pays 404» (page manquante), comme l'appelle le Saker?

FATIGUE D'ÊTRE

En décembre dernier, la Russie adressait pour la première fois de son histoire un ultimatum à l'Occident. Elle exigeait des garanties formelles, sous forme de traité, quant à la sécu-

rité de ses frontières et à l'extension de l'OTAN. Après quelques flottements, le secrétaire d'Etat Blinken a rencontré Sergueï Lavrov à Genève, lui promettant une réponse écrite aux exigences russes. Cette réponse a été délivrée le 26 janvier. Elle envoie les Russes promener tout en ménageant des «ouvertures», probablement de ventilation. Car l'atmosphère est surchauffée. Les gouvernements occidentaux accusent les Russes de préparer une «attaque sous faux drapeau» — indice à peu près sûr qu'ils en préparent une eux-mêmes. Ils crient à l'invasion de l'Ukraine, acheminement des armes à Kiev par pont aérien tout en évacuant leurs diplomates. La réalité du terrain n'est pas simplement ignorée: il est interdit d'en parler. L'amiral commandant la marine allemande, Kay-Achim Schönbach, a été contraint à la démission pour avoir énoncé deux évidences: que Poutine demandait à être respecté et que l'idée d'un projet d'invasion russe de l'Ukraine était une «inertie».

Plutôt que d'écrire cette chronique, ne ferais-je pas mieux dès cet instant de descendre aux abris? Même si la menace de guerre était réelle, il ne serait pas question de manquer la suite du spectacle. En dépit de toute leur rhétorique, il est évident que les Occidentaux n'ont pas les moyens de livrer une guerre à la Russie à moins de vouloir hâter la fin du monde. On n'est plus au temps de Napoléon, ni d'Hitler, ni même des grands royaumes de Suède et de Pologne:

en face de l'armée russe, et jusqu'aux batteries de missiles nucléaires, il n'y a... rien! Rien qu'un néant diplomatique et militaire masqué par une vaste entreprise de *storytelling*, la dernière discipline que les stratèges occidentaux maîtrisent encore. Une aide militaire consistant en armes antichar à courte portée, alors même que l'Ukraine en produit de plus efficaces(6), en une force de 8500 hommes dont on ne sait ni quand ni comment elle pourrait être déployée, et en un contingent de... 5000 *casques* promis par l'Allemagne n'est rien de plus qu'un carnaval. Quant à l'évacuation des diplomates, elle suscite l'étonnement des officiels ukrainiens eux-mêmes. Tout le monde sait bien que la Russie, même si elle devait intervenir militairement, se contenterait de mettre le Donbass à l'abri des forces ukrainiennes et de neutraliser celles-ci à distance par des bombardements ciblés. Elle ne songerait pas un seul instant à «occuper» un pays en faillite plus grand que la France... Pourquoi se chargerait-elle d'un tel sparadrap tout en se fermant le marché du gaz ouest-européen et en compromettant de manière générale son développement futur?

Tout cela nous rappelle l'inoubliable scène de Bernard-Henri Lévy se faisant interviewer couché derrière un parapet à Sarajevo, soi-disant sous le feu de l'ennemi, alors qu'à l'arrière-plan des soldats bavardent debout, en fumant. La mythomanie du philosophe en chemise blanche aurait-elle conta-

miné l'ensemble des élites occidentales? Ou bien les *spin doctors* américains font-ils mousser une menace fictive pour pouvoir claironner demain que seule leur fermeté a dissuadé l'ennemi de faire ce qu'il n'a de toute façon jamais eu l'intention de faire?

- **Notule.** L'intrépide chroniqueuse Bari Weiss, dont nous avons plus d'une fois parlé ici, commente les sujets politiques et sociétaux américains avec un bon sens souverain. Pourtant, s'agissant de Russie, elle convoque rien moins que le pathétique BHL — qu'elle qualifie de «trésor de connaissances philosophiques» — pour barbouiller l'esprit de son public avec sa guimauve grandiloquente. La «menace russe» est le dernier sujet susceptible de faire oublier les divisions partisans des Américains, hormis une invasion extraterrestre.

Les Américains ont, cela dit, de fortes raisons, plus instinctives que conscientes, de *désirer* cette guerre. L'effondrement du système financier, dont la crise pandémique est une couverture(7); la profonde division du pays entre les «rouges» à Trump et les «bleus» démocrates; la nécessité d'escamoter une politique sanitaire désastreuse débouchant sur une véritable dérive totalitaire; la recomposition multipolaire du monde et le déplacement de son centre de gravité vers l'Asie; l'im-passe suicidaire de la théorie du genre et de la *cancel culture*...

Le virage idéologique de l'Occident en général et de l'Amérique en particulier les condamne à aller

de psychose en psychose (virale, climatique, raciale, sexuelle) jusqu'à perdre ce qu'il leur reste de raison de vivre. Cette société qui à chaque instant culpabilise la majorité de ses membres d'*être ce qu'ils sont* et de *faire ce qu'ils font* ne se donne aucun avenir viable. Dans les angles morts de sa conscience, elle cherche peut-être le moyen d'en finir avec sa *fatigue d'être*. On hurle donc à la guerre comme des djihadistes fourrés au captagon.

La grande question est de savoir *qui* peut aujourd'hui mener une guerre au sens militaire, comment et où. Mais il faudrait pour y répondre poser un pied sur le sol réel, un terrain manifestement déserté par les élites occidentales. La Russie peut, mais elle ne veut pas. Ceux d'en face veulent mais ne peuvent pas — et ils ne le *savent* probablement pas. C'est sans doute dans cette inconscience que réside le seul vrai danger de la situation. Le suicide par flic interposé (*suicide by cop*)(8) est une pratique de plus en plus répandue parmi les désespérés trop faibles pour se faire justice eux-mêmes.

CODA

La pantalonnade de la «Troisième guerre mondiale à cause de l'Ukraine» a un point commun avec la psychose surjouée du Coronafoirus, et c'est par là d'ailleurs que les deux *lignes narratives* se rejoignent. Voici quelques jours, la présidente de l'Association médicale sud-africaine, Angelique Coetzee, qui avait «découvert» le variant Omicron, a

expliqué dans une interview que la panique suscitée par ce variant était une «tempête dans une tasse de thé», mais que des «scientifiques» et des experts lui avaient intimé de cacher au public la bénignité de ce «rhume»:

«J'ai donc dit qu'Omicron était une maladie inoffensive en Afrique du Sud et une maladie très grave en Europe car c'est ce qu'il me fallait dire aux politiciens européens.»

POST SCRIPTUM

Aux dernières nouvelles, les Européens organisent des apartés avec la Russie et apparaissent de moins en moins enthousiastes à suivre la transe guerrière de l'Oncle Sam/Joe. Lequel délire à plein pot:

«Le président ukrainien a dû corriger Biden plusieurs fois lors de leur appel aujourd'hui lorsqu'il a insisté sur le fait que Kiev était sur le point d'être "saccagée" par les forces russes. À un moment donné, il a même demandé à Biden de se calmer.» (Posobiec, 27 janvier 2022.)

1. Voir Slobodan Despot: «Debout les filles!», AP25 | 22.5.2016.
2. Ce témoignage essentiel n'est paru en français qu'en 2016, avec douze ans de retard et dans une édition confiden-

tielle. Or il mériterait d'être étudié dans les facultés d'économie et de science politique.

3. Le bombardement de la Douma par Eltsine, le 4 octobre 1993, s'est soldé par 200 morts selon le gouvernement, près de 2000 selon l'opposition. Les médias occidentaux n'en ont fait aucun cas.

4. Traduit en français aux éditions L'Age d'Homme en 1995.

5. Voir l'enquête de Jean-Michel Carré «Koursk : Un sous-marin en eaux troubles» (2004)

6. Comme l'a relevé Xavier Moreau sur Stratpol, des soldats ukrainiens équipés de missiles Javelin livrés par les Anglais, efficaces à 600 ou 800 mètres, ne risqueraient pas de voir des blindés russes passer à leur portée. On n'est plus en 1940...

7. Voir le magistral exposé d'Ernst Wolff: «Le coup d'Etat du système financier-numérique», AP303 & AP304.

8. «"Suicide by cop" est un terme utilisé par les agents des forces de l'ordre pour décrire un incident au cours duquel un individu suicidaire adopte intentionnellement un comportement criminel et mettant sa vie en danger avec une arme mortelle ou ce qui semble en être une en provoquant des agents des forces de l'ordre ou des civils afin de forcer les agents à l'abattre en état de légitime défense ou afin de protéger les civils.» (National Library of Medicine.)



ENFUMAGES par Eric Werner

La démocratie contre la liberté? (1)

DU RÉGIME OCCIDENTAL, ON PEUT DIFFICILEMENT DIRE AUJOURD'HUI QUE CE SOIT UN RÉGIME LIBRE: LIBRE, ASSURÉMENT NON. MAIS ON NE PEUT PAS NON PLUS DIRE QU'IL NE SOIT PAS DÉMOCRATIQUE. IL EST AU CONTRAIRE ON NE PEUT PLUS DÉMOCRATIQUE.

Slobodan Despot a évoqué dans une de ses récentes chroniques ce paradoxe qui fait que l'actuelle dérive totalitaire bénéficie d'un assez large soutien populaire. J'aimerais revenir ici sur le sujet.

C'est en effet un paradoxe, parce que de prime abord on s'attendrait à ce qu'une majorité de la population s'oppose à la dictature plutôt qu'elle ne la soutienne. Mais en fait non, elle la soutient. Ce n'est pas une grande majorité mais une majorité quand même: entre 60 et 70 % de la popu-

lation, si l'on en croit les sondages (ou encore certains référendums en Suisse). Entre 60 et 70 % de la population ne trouvent rien à redire au pass sanitaire et aux discriminations qu'il instaure, rien à redire non plus à l'extension indéfinie de la société de surveillance, au prétexte de lutte contre le Covid. De la même manière, il y a quelques années, une majorité de l'opinion avait approuvé les lois antiterroristes. Ces lois sont toutes et sans exception liberticides, mais on ne saurait pour autant les quali-

fier d'antidémocratiques, justement parce qu'elle bénéficient du soutien d'une majorité de l'opinion.

SA MAJESTÉ LA MAJORITÉ

C'est paradoxal, car on est spontanément porté à faire un lien entre démocratie et liberté. Or, dans la réalité, ce lien n'existe pas ou, s'il existe, se révèle d'une grande fragilité. Je prends bien sûr le mot démocratie au sens large. Au sens strict, la démocratie est le gouvernement du peuple, mais je ne parle pas ici du gouvernement du peuple (la démocratie rousseauiste). Je ne parle pas non plus du peuple (en tant qu'entité «holiste», transcendante aux individus qui la composent). Je parle de *l'opinion majoritaire*, autrement dit des 60 à 70 % d'individus qui approuvent les lois en question (lorsqu'on leur demande: les approuvez-vous ou non?). Car on a là une majorité. Or la démocratie, c'est d'abord et avant tout la loi de la majorité. Il en résulte que la démocratie est une chose et la liberté une autre. Il n'y a pas de lien nécessaire entre elles. S'il existe un lien, il n'est que fortuit.

On se souvient du titre de ce livre de Raymond Aron: *Démocratie et totalitarisme*. Ce livre a été écrit au début des années 60 avec en toile

de fond la guerre froide et le conflit Est-Ouest. S'appuyant sur Montesquieu et Tocqueville, Aron y décrit le fonctionnement du régime qu'il appelle «constitutionnel-pluraliste», autrement dit le régime occidental, et en vis-à-vis celui des régimes à parti unique comme le régime nazi ou encore stalinien. D'où le titre de l'ouvrage: *Démocratie et totalitarisme*.

Ce n'était bien sûr qu'un schéma de pensée. Disciple de Max Weber, Aron lui-même était bien conscient des limites d'une telle mise en forme de la réalité. La réalité est toujours plus complexe que les concepts au travers desquels on cherche à la saisir. On ne doit donc pas les absolutiser. Aron n'ignorait pas par ailleurs la distinction traditionnelle entre démocratie et liberté, il y avait même consacré un ouvrage (son *Essai sur les libertés*). Mais il pensait que le régime occidental était parvenu à dépasser cette distinction, au sens où l'on pouvait le considérer *à la fois* comme un régime de liberté et comme un régime démocratique. Avait-il raison ou non de le penser, on laissera ici cette question de côté. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il lui serait difficile aujourd'hui de le penser. En admettant même que le régime occidental ait jamais réussi

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://via.le.site/ANTIPRESSE.NET).

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

à marier l'une à l'autre la démocratie et la liberté, force est de constater que ce couple est aujourd'hui en grande difficulté.

On ne dira bien sûr pas qu'on est aujourd'hui aussi peu libre à l'Ouest qu'on l'était autrefois à l'Est, ce serait excessif. Mais comment ne pas voir que l'étau ne cesse de se resserrer en la matière? Aron définit le régime occidental comme «constitutionnel-pluraliste». On laisse au lecteur le soin de dire si cela correspond encore d'une quelconque manière à la réalité. Sauf, encore une fois, qu'une *majorité* de la population s'accommode relativement bien de la situation. Il y a bien sûr des gens qui se montrent critiques. Ils manifestent dans la rue, voire, comme en Suisse, lancent des référendums. Mais quand le gouvernement dit qu'ils sont minoritaires, il est tout à fait fondé à le dire: effectivement, ils *sont* minoritaires. Entre 30 et 40 % de la population quand même. Mais même 40 %, ce n'est pas encore la majorité. Les deux référendums lancés en Suisse contre les lois Covid ont l'un comme l'autre été rejetés.

VIVE LE MAÎTRE, QUEL QU'IL SOIT

Dans *Le Communisme comme réalité* (1981), Alexandre Zinoviev dit que le communisme n'est pas quelque chose d'imposé d'en haut par la force et le mensonge, il se développe continuellement par le bas, à partir des citoyens eux-mêmes. «Le mal des organes de répression n'est que la quintessence du bien répandu par les citoyens eux-mêmes»,

précise-t-il. Il pousse les choses à l'extrême, mais il y a quelque chose de juste dans ce qu'il dit. L'actuelle dérive autoritaire du régime occidental ne doit certes pas s'interpréter comme un simple développement venu d'en bas. L'initiative en revient clairement à la suprasociété. Mais on ne peut pas dire non plus qu'elle se heurte à beaucoup d'obstacles du côté des citoyens. A l'évidence non. On entend parfois dire que les hommes aiment la liberté, c'est peut-être le cas de certains. Mais dans leur majorité ils ne l'aiment guère. C'est Dostoïevski qui le dit dans la *Légende du Grand Inquisiteur*: une majorité d'humains n'aiment pas la liberté. C'est pour eux un fardeau trop lourd à porter. Ils préfèrent donc l'esclavage à la liberté. Vive le maître, quel qu'il soit.

Du régime occidental, on peut difficilement dire aujourd'hui que ce soit un régime libre: libre, assurément non. Mais on ne peut pas non plus dire qu'il ne soit pas démocratique. Il est au contraire on ne peut plus démocratique. Encore une fois, je prends la démocratie au sens large: la démocratie comme régime d'opinion. Il n'y a pas en ce sens de contradiction majeure entre le régime du Grand Inquisiteur et la démocratie. Le régime du Grand Inquisiteur est une démocratie. Mais il n'a bien sûr rien à voir avec la liberté. C'est ce qu'il faut aussi souligner, parce qu'on entend souvent dire le contraire. On entend souvent dire en effet: vous parlez de lois liberticides, mais ce que vous dites

être des lois liberticides n'en sont en fait *pas* puisqu'elles bénéficient d'un certain soutien populaire (entre 60 et 70 %). Des lois approuvées par 60 ou 70 % de la population ne peuvent pas être liberticides. Eh bien si, justement. Ce n'est pas parce qu'un régime est on ne peut plus démocratique qu'il pourrait ne pas être en même temps totalitaire. La preuve.

Ce qu'on vient de dire de la démocratie vaut aussi pour l'État de droit. On entend souvent dire: voyez, nous vivons dans un État de droit. Chaque fois que les autorités prennent une initiative, elles veillent à le faire dans le cadre légal. Ou alors elles changent la loi. Mais il y a toujours une loi. Toutes les procédures sont également suivies, et si ce n'est pas le cas, des juges interviennent. Comment pouvez-vous dire dans ces conditions que nous sommes en train de basculer dans le totalitarisme? Mais l'État de droit n'est qu'un cadre formel, il n'offre aucune garantie quant au contenu même de la loi, qui peut être tout et n'importe quoi. Beaucoup de lois régulièrement votées sont des lois injustes et parfois même criminelles. C'est le cas en particulier dans les régimes totalitaires. Ces régimes sont en règle générale des États de droit, au sens où il y a toujours des lois. Mais ce sont des lois criminelles.

Pour en revenir à la démocratie, la démocratie n'est donc pas le contraire du totalitarisme. On ne peut pas non plus dire qu'elle s'iden-

tifie au totalitarisme. Ce serait aller trop loin dans l'autre sens. Ce qu'on peut dire en revanche c'est qu'elle l'accompagne assez souvent. C'est aussi un *alibi* du totalitarisme. En ce sens elle fonctionne comme écran de fumée. C'est un outil de propagande. Les autorités jouent sur le lien supposé (mais comme nous venons de le voir hautement problématique) entre démocratie et liberté pour se poser en dignes héritiers de Tocqueville et de Montesquieu et dire: voyez, vous lancez des référendums, et vous les perdez. C'est bien la preuve que nos lois ne sont pas ce que vous dites qu'elles sont: des lois totalitaires. Non seulement nous ne sommes en aucune manière des totalitaires mais c'est vous qu'on pourrait soupçonner de l'être: vous-mêmes, puisque vous vous permettez de penser autrement que la majorité de la population.

LECTURES SUGGÉRÉES

- Raymond Aron, *Démocratie et Totalitarisme* (Gallimard, 1965, coll. «Folio essais», 2015).
- Raymond Aron, *Essai sur les libertés*, Fayard, coll. Pluriel (première publication, 1965).
- Dostoïevski, «Le Grand Inquisiteur» (*Les Frères Karamazov*, Deuxième partie, Livre 5, chapitre 5).
- Alexandre Zinoviev, *Le Communisme comme réalité*, Julliard/L'Age d'Homme, 1981.

LE GRAND JEU par Jean-Marc Bovy

Kaboul, fin de partie

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME NE SERAIT-ELLE QUE LA FEUILLE DE VIGNE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES USA? VOILÀ UNE QUESTION BIEN NAÏVE, CAR CE N'EST UN SECRET POUR PERSONNE: DERRIÈRE LES GUERRES D'AFGHANISTAN, D'IRAK, DE LIBYE ET DE SYRIE SE PROFILENT D'ÉNORMES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES LIÉS AUX RESSOURCES EN PÉTROLE, EN GAZ OU EN RICHESSES MINIÈRES.

L'Empire yankee ressent toutefois le besoin de camoufler sa politique néocoloniale en appelant à la croisade contre le terrorisme, sans pour autant se gêner de s'allier avec ces mêmes terroristes lorsqu'il y trouve son intérêt⁽¹⁾. Pour revenir à l'exemple de l'Afghanistan: qui oserait suggérer que la Guerre de Vingt Ans (2001-2021) ait eu pour motif unique de débusquer Ben Laden et les commandos d'Al Qaida? Si c'était le cas, fallait-il mobiliser plus de trente pays et aéroporter des bataillons jusque sur le toit du monde pour lutter contre des guérilleros en peaux de mouton? La France a même jugé bon de dépêcher son porte-avions *Charles de Gaulle* pour appuyer l'opération depuis le large! L'ONU quant à elle a fini par donner sa bénédiction en décembre 2001, quand les troupes étaient déjà sur place et a légitimé après coup ce nouvel épisode de la prétendue guerre contre le terrorisme.

«FAITES PLACE AU PIPELINE!»

On le sait maintenant: l'offensive lancée contre les talibans en octobre 2001 a été décidée avant les événements du 11 septembre. Un projet de pipeline reliant la Caspienne à l'Océan indien à travers l'Afgha-

nistan était en négociation avec les talibans qui détenaient le pouvoir à Kaboul depuis 1996. Ceux-ci font la fine bouche et exigent des droits de transit exorbitants. En 2000, George W. Bush intervient pour relancer la négociation menée par le groupe texan Unocal. Washington manifeste aussi son impatience devant l'incapacité des talibans à venir à bout du commandant Massoud qui tient le Nord du pays et empêche la réalisation du pipeline. Tout au long de l'année 2001, des rumeurs circulent sur une intervention américaine en Afghanistan. Une réunion a lieu en juillet à Berlin où les diplomates états-uniens menacent les talibans d'intervenir militairement à la mi-octobre, si la situation ne se débloque pas. C'est à cette occasion, que selon de bonnes sources (Greiling, page 61) l'avertissement aurait été lâché: «S'ils n'acceptent pas notre tapis d'or, nous les enterrerons sous un tapis de bombes». En fait, il s'agit d'un double ultimatum: «Livrez-nous Ben Laden et laissez passer le pipeline» (page 61). Le 7 octobre, la menace est mise à exécution. Les troupes US et alliées interviennent et chassent les talibans de la capitale sous les bombes. Un nouveau gouvernement plus docile

est mis en place. Les discussions sur le pipeline peuvent reprendre, mais le projet ne sera jamais réalisé malgré la présence de contingents comptant jusqu'à 150'000 hommes au plus fort de la guerre.

Même si elle n'explique pas tout, la carte énergétique reste un atout majeur du Grand Jeu. Au moment du démembrement de l'URSS, elle était devenue l'une des principales préoccupations, pour ne pas dire l'obsession des stratèges états-unis. En 1991, du jour au lendemain, le bassin de la Caspienne, réputé deuxième au monde pour ses réserves de pétrole et de gaz, devient accessible aux compagnies occidentales. La bonne parole démocratique à apporter aux républiques d'Asie centrale, fraîchement libérées du joug communiste, peut attendre. Dans un premier temps, il s'agit de mettre la main sur ce trésor sous-exploité. La tâche n'est pas aisée et il faudra de longues années aux stratèges US pour parvenir à désenclaver les républiques d'Asie centrale, en évitant le territoire russe, l'Iran et les zones de conflits du Caucase. En 2006, le pipeline BTC (Baku-Tbilissi-Ceyhan) est finalement inauguré. Il relie le Turkménistan au port turc de Ceyhan en Méditerranée en passant par l'Azerbaïdjan et la Géorgie. L'autre exercice énergo-stratégique qui devait amener un deuxième pipeline à travers l'Afghanistan jusqu'en Inde n'aboutira pas, à cause — comme on l'a vu — de l'entêtement des talibans et de l'état de guerre permanente qu'ils ont maintenu dans le pays.

La déroute de Kaboul signifie bien plus que la pitoyable défaite des USA

dans la guerre d'Afghanistan. C'est la stratégie de *containment* chère à Brzezinski et visant à entourer la Russie d'un rempart de pays pro-occidentaux qui est remise en cause. Qu'on en juge! En 1999, alors que l'Empire US est au sommet de sa puissance, le Congrès américain adopte le *Silk Road Strategy Act*. Il s'agissait ni plus ni moins que d'arrimer le cœur de l'Asie au bloc euratlantique en créant un axe Est-Ouest de voies de transport et de pipelines dans huit des ex-républiques soviétiques situées sur le pourtour sud de la Russie. Surprise: les républiques d'Asie centrale — celles dont le nom finissent en «stan» — ne se jettent pas dans les bras des libérateurs. Devenus souverains malgré eux, ces jeunes États n'avaient pas demandé leur indépendance et auraient été heureux de rester au sein de l'URSS de Gorbatchev. Seuls deux de ces pays, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, admettent des bases US sur leur territoire pour servir d'escapes vers l'Afghanistan. Ces bases n'ont pas duré. En 2005, le président ouzbek Karimov invite les États-Unis à quitter sans délai leur base de Karshi-Khanabad pour délit d'ingérence dans la politique intérieure du pays. Au Kirghizistan, les autorités refusent aussi de renouveler le bail de la base de Manas après avoir déclaré les soldats américains comme indésirables. Elles dénoncent même en 2015 l'accord d'assistance avec Washington qui remontait à 1993. Ingrats Kirghizes! C'est pourtant grâce à cette assistance et à celles d'ONG occidentales que le Kirghizistan a vu éclore la seule révolution de couleur d'Asie

centrale, la révolution des Tulipes.

LA «ROUTE DE LA SOIE» CHANGE DE MAINS

Vingt ans après son lancement, l'ambitieux projet de la *Silk Road* est aujourd'hui en bonne voie de réalisation. Les stratégies du Capitole qui l'ont initié en 1999 n'ont pas imaginé qu'il puisse leur être volé et qu'il se retourne contre eux.

Dans cette opération de subtilisation, la *Silk Road* a changé de nom pour s'appeler OBOR pour *One Belt One Road* (*Une ceinture, une route*). Lancé en 2013 par le président chinois Xi Jinping lors d'une visite au Kazakhstan, OBOR comprend une multitude de routes et de voies couvrant la plus grande partie du continent eurasien, du Pacifique à l'Atlantique. Fin 2014, un premier convoi de 82 containers, parti trois semaines plus tôt de Chine, entre en gare de Madrid. En 2017, quinze villes européennes reçoivent déjà leur fret de Chine par chemin de fer. Sur le plan commercial, OBOR réduit de moitié le temps de transport transcontinental, mais il représente surtout un avantage stratégique évident en permettant d'éviter les océans contrôlés par l'Empire maritime anglo-saxon.

Le réseau OBOR ne représente que la partie émergée de l'iceberg. Il n'aurait pas pu se mettre en place si Pékin n'avait pas réagi aux visées américaines sur l'Eurasie en fondant en 2001 — deux ans après le *Silk*



Road Strategy Act — l'Organisation de coopération de Shanghai à vocation économique, politique et militaire. Au départ, l'OCS regroupait six pays, soit la Chine, la Russie et quatre des cinq républiques d'Asie centrale, le Turkménistan restant neutre. En 2015 sont venus s'y ajouter deux frères ennemis, l'Inde et le Pakistan, qui se sont réconciliés et participent même en 2018 à des exercices militaires communs, alors qu'ils sont en guerre depuis 1947. D'autres pays se pressent au portillon, soit pour y adhérer comme l'Iran, soit pour obtenir un statut d'observateur comme l'Égypte, la Syrie, l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Qatar, Bahreïn ou même Israël et la Turquie. Toujours en 2015 naissait aussi l'Union économique eurasiatique (UEE), qui regroupe la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, ainsi que l'Arménie et la Biélorussie. Sous le couvert d'une zone de libre-échange, l'UEE véhicule d'autres valeurs que celles de l'ultralibéralisme anglo-saxon. En excluant l'utilisation du dollar dans les transactions entre

ses membres, les pays de l'UEE font aussi un pas de plus vers la multipolarité.

Le Grand Jeu se transformerait-il en une joute pacifique pour la conquête économique de l'Asie centrale? La *Rand Corporation*, conseillère du Pentagone sur les grands choix stratégiques qui s'offrent aux États-Unis, se force à y croire. Dans un rapport publié en 2019, elle passe en revue les *mesures géopolitiques* à opposer à la Russie: 1) fournir des armes létales à l'Ukraine, 2) promouvoir un changement de régime au Bélarus, 3) augmenter le soutien aux rebelles syriens, 4) exploiter les tensions dans le Sud Caucase, 5) remettre en cause la présence russe en Moldavie et 6) réduire l'influence russe en Asie centrale. Sur ce dernier point, le rapport préconise d'accroître la pénétration des entreprises US et occidentales dans tout le cordon des républiques ex-soviétiques et de tirer parti de la faiblesse relative de la Russie sur le plan économique pour avancer ses pions. Il y est question d'avantages compétitifs et de coopération des pays occidentaux avec les pays du cœur de l'Asie pour défier le tandem Chine-Russie sur son terrain. On sent toutefois les stratèges de la *Rand* assez réservés, voire sceptiques, sur les succès à attendre d'une telle politique, face à l'intégration toujours plus poussée du continent eurasién. Ils n'ont pas tort.

Malgré le désastre de la guerre d'Afghanistan, Washington n'a pas perdu tout espoir de reprendre pied dans le cœur de l'Asie par d'autres moyens moins pacifiques, comme le

montrent les récents événements du Kazakhstan. Le journaliste indépendant Pepe Escobar, grand spécialiste de l'Asie centrale et auteur de *Globalistan, Comment le monde globalisé se dissout dans une guerre liquide* (2007, en anglais) résume ainsi la situation:

«Ce qui est arrivé au Kazakhstan ressemble toujours plus à une tentative de coup d'État menée par l'attelage USA-Turquie-Grande Bretagne-Israël, tentative déjouée de façon spectaculaire par leurs adversaires eurasiens».

Le titre de son dernier article a valeur de prédiction: «Après le Kazakhstan, l'ère des révolutions de couleur aura pris fin».

- Illustration: Projet de pipeline Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI).

SOURCES

- Christian Greiling, *Le Grand Jeu, Une lecture éclairée de la géopolitique*, HélioPoles, 2020 et «Le nouveau Grand Jeu. Bonus», *Revue Conflits*, 2014.
- Rand Corporation: *Extending Russia. Competing from Advantageous Ground*.
- Pepe Escobar: «Steppe on Fire: Kazakhstan's Color Revolution», *Unz.com*, 6.1.2022; «After Kazakhstan, the color revolution era is over», *The Cradle*, 12.1.2022.

NOTE

1. Voir l'aveu de Brzezinski dans notre précédent article: «Tous les chemins mènent à Kaboul», AP314 | 05/12/2021.



PASSAGER CLANDESTIN: Michel Segal

Un peu de bon sens et de mémoire

F AUT-IL «VACCINER L'AFRIQUE» COMME L'ANNONCE LE PATRON DE PFIZER? ET POUR QUOI NE PAS LUI VENDRE DES PNEUS NEIGE?

LE PRÉCÉDENT NESTLÉ

En 1970, l'ONG américaine *War on want* publie une étude sur la distribution dans les pays du tiers monde de lait en poudre pour bébés intitulée «*The baby Killer*». Cette étude sera publiée quatre années plus tard en Suisse sous le titre «*Nestlé tue des bébés*». En cause, la campagne commerciale agressive opérée notamment en Afrique par le géant de l'agroalimentaire, et destinée à convaincre les femmes d'utiliser du lait en poudre à la place de leur lait maternel. Échantillons gratuits distribués en grande quantité et dans la durée, commerciaux habillés en personnel médical, les moyens déployés assurent à la campagne un énorme succès: elle provoquera la mort de plusieurs millions de bébés. Les raisons sont diverses, de celles immédiates comme la nécessité d'utiliser de l'eau (parfois polluée) et des biberons (souvent mal stérilisés), à d'autres comme les déficits immunitaires causés par l'absence du lait

de la maman contenant des défenses naturelles. Ainsi, des produits de santé et de confort dans un certain environnement deviennent des produits de mort et de maladie dans un autre contexte. Il semble que dans cette histoire, les moyens publicitaires ont torpillé le plus simple bon sens. Les publicités, les ventes, les drames, les enquêtes, les publications, les accusations, les boycotts de la firme, toute cette affaire finira sur une série de procès engageant Nestlé – visé par des plaintes, ou lui-même plaignant – que le géant gagnera. Sauf remise en cause de l'intégrité de la justice, qui n'est pas le propos ici, cela nous rappelle que Nestlé était dans son bon droit et n'a fait que son métier: vendre. En effet, quand bien même son champ d'activités serait l'alimentaire, le bien-être ou la santé, que peut-on attendre d'une firme privée dont le chiffre d'affaires se compte en dizaines de milliards de dollars, sinon qu'elle travaille à susciter davantage de besoins, à

créer davantage de produits pour les satisfaire et finalement à générer davantage de bénéfiques? N'est-ce pas là le principe de croissance sur lequel repose la quasi-totalité de nos économies? Tout cela est donc parfaitement naturel, mais si chacun fait son métier, il faut s'interroger sur le rôle des pouvoirs publics dans les pays concernés par ce drame. L'objet n'est pas de chercher des coupables mais de se poser certaines questions pour en garder la mémoire car, de toute évidence, les dirigeants locaux ont manqué de vigilance. Les femmes des pays concernés avaient-elles des besoins similaires à celles des pays riches? Des conditions de vie comparables? Les dirigeants n'ont-ils pas été aveuglés par les bénéfiques que d'autres populations, européennes par exemple, tiraient de ces produits? La vigilance des dirigeants n'aurait-elle pas été altérée par leur désir de similitude, de cause commune, avec les pays riches?

L'AFRIQUE A BON DOS

Il faut écouter le patron des laboratoires *Pfizer* pour comprendre que des questions du même type se posent aujourd'hui sur une vaccination de masse en Afrique. Le 18 janvier dernier, à la journaliste qui le présente comme «de champion de la pandémie», *il déclare que l'on ne pourra pas venir à bout de cette crise sans «*vacciner l'Afrique»*. C'est un raisonnement similaire en France qui transforme les non-vaccinés en responsables de la situation sanitaire et le même type de communica-

tion sera déployé contre l'Afrique. En clair, le patron de la firme pharmaceutique aux 35 milliards de dollars de chiffre d'affaires annonce que certains pays d'Afrique vont bientôt être conviés – ou contraints – à une vaccination de masse.

En France, et plus généralement en Europe, la volonté de vacciner toute la population se justifie par la volonté d'éviter les formes graves pour limiter les hospitalisations, lesquelles, si elles sont trop nombreuses, peuvent entraîner de graves dysfonctionnements du système de santé provoquant d'autres catastrophes (désorganisations, incapacités de prise en charge des malades, non prise en charge d'autres pathologies, etc.). Si la solution contre les formes graves réside dans les vaccins existants, il n'y a rien à redire à ce raisonnement, il est cohérent et mené dans l'intérêt général du peuple français. Mais qu'en est-il d'un pays d'Afrique comme la Guinée? La situation sanitaire locale présente-t-elle des similitudes avec la France? Est-ce là une priorité sanitaire? Une vaccination massive répondrait-elle à un besoin du pays et quel en serait le prix? Plusieurs points devraient amener les dirigeants africains à la plus grande prudence sur l'opportunité d'une telle politique.

Le premier point est que les formes graves constituent le seul danger et, sauf quelques exceptions, elles ne touchent les pays d'Afrique que *dans des proportions extrêmement faibles*. Quelques raisons sont connues, comme l'âge: en France,

70 % des hospitalisés COVID-19 ont plus de 65 ans et 73 % des cas de décès ont plus de 75 ans, chiffres à rapprocher de la démographie guinéenne qui compte moins de 4 % de plus de 65 ans. Il y a aussi une forte corrélation avec l'obésité (47% des hospitalisés en réanimation) problème que la Guinée ne connaît pas. On peut aussi avancer des remarques de bon sens comme une mortalité infantile élevée filtrant les populations les plus solides, ajoutée à la force de leur système immunitaire sollicité à l'extrême par des conditions sanitaires parfois désastreuses.

Un deuxième point est que les données concernant les taux de protection des vaccins ne sont pas fiables, sans parler des effets secondaires pas encore contrôlés. A leur lancement, les vaccins de *Moderna* et de *Pfizer* étaient annoncés avec des taux de 95 % de protection dont plus de 50 % après la première dose. Or, ces chiffres sont statistiquement contradictoires avec les données actuelles. Bien sûr, on peut l'expliquer par la diversité des variants mais l'objection reste valable: les taux de protection annoncés sont notablement différents des taux réels. De plus, ces vaccins étaient annoncés en une ou deux doses et pourtant, la troisième est dans le dispositif légal en France avec 31 millions de personnes triplement vaccinées. Quant à la quatrième, déjà à l'œuvre dans certains pays, elle est à l'étude en France. Le plus inquiétant est le délai entre ces doses ramené de sept à trois mois. En résumé, pour

être reconnu officiellement vacciné, il faut avoir reçu trois doses dans un délai inférieur à un an. Démarrer une vaccination massive pour la Guinée serait l'engrenage d'une dépendance de doses à répétition mais aussi de nouveaux produits imposés par des puissances étrangères décidant seules du nombre et des délais nécessaires.

Un troisième point est la nécessité de mettre en place, en plus des dispositifs législatifs et de contrôle, des structures et des personnels pour réaliser, par exemple en Guinée, quelques dizaines de millions de vaccinations dans de bonnes conditions de sécurité (conservation et injections). Ces dépenses conséquentes seraient sans doute accompagnées de personnels humanitaires occidentaux amenés à gérer la situation indépendamment des autorités locales. Enfin, le Royaume-Uni, le Danemark et l'Espagne ont annoncé la levée de leurs restrictions sanitaires et la France s'y prépare. De plus l'OMS, après avoir fustigé les politiques de rappels à répétition, demande maintenant aux pays de lever les interdictions de voyage et les obligations de vaccination pour voyager. L'heure n'est donc pas à la mise en place de restrictions et encore moins d'un vaccin contre une maladie qui ne fait quasiment aucune victime dans les profils de la population guinéenne. Bien au contraire, puisque «47'000 personnes supplémentaires sont mortes du paludisme du fait du déséquilibre introduit par le coronavirus dans les politiques

de santé», déclare le représentant du réseau de recherches Épicentre. L'Union Européenne a commandé plus de 4 milliards de doses de vaccin (dont 2,5 milliards chez Pfizer), ce qui correspond environ à dix doses par personne éligible à la vaccination en Europe. On peut s'attendre à ce que ce surplus déli- rant soit proposé – ou imposé – à des pays d'Afrique qui n'en ont nul besoin et qui, au contraire, n'en tireraient qu'une détérioration de leur situation sanitaire, sans parler des problèmes économiques et de l'aspect néocolonialiste induits. Ce processus sera bien sûr accompagné de campagnes de communication vantant la générosité euro- péenne à l'égard de pays pauvres,

et persuadant les populations que, pour protéger le monde entier, il faut absolument «vacciner l'Afrique». L'exportation des politiques de santé européennes vers un environnement radicalement différent pourrait bien se révéler comme l'exportation de nouvelles charges et de nouveaux maux vers l'Afrique. C'est cette situation que nombre de dirigeants africains devraient se préparer à affronter, et à refuser avec fermeté s'ils mettent à profit leur bon sens et leur mémoire.

- Michel Segal, professeur de mathématiques, est auteur de trois livres sur l'école et d'un sur l'Ukraine. Il vit aujourd'hui en Guinée après avoir vécu neuf ans à Hong Kong.

Pain de méninges

«NE VIVEZ POUR L'INSTANT QUE VOS QUESTIONS»

Si vous vous accrochez à la nature, à ce qu'il y a de simple en elle, de petit, à quoi presque personne ne prend garde, qui, tout à coup, devient l'infiniment grand, l'incommensurable, si vous étendez votre amour à tout ce qui est, si très humblement vous cherchez à gagner en serviteur la confiance de ce qui semble misérable, alors tout vous deviendra plus facile, vous semblera plus harmonieux et, pour ainsi dire, plus conciliant. Votre entendement restera peut-être en arrière, étonné: mais votre conscience la plus profonde s'éveillera et saura. Vous êtes si jeune, si neuf devant les choses, que je voudrais vous prier, autant que je sais le faire, d'être patient en face de tout ce qui n'est pas résolu dans votre cœur. Efforcez-vous d'aimer vos questions elles-mêmes, chacune comme une pièce qui vous serait fermée, comme un livre écrit dans une langue étrangère. Ne cherchez pas pour le moment des réponses qui ne peuvent vous être apportées, parce que vous ne sauriez pas les mettre en pratique, les «vivre». Et il s'agit précisément de tout vivre. Ne vivez pour l'instant que vos questions.

— Rilke, *Lettres à un jeune poète*.

Turbulences

SUISSE - Faut-il perfuser les médias?

LE 13 FÉVRIER PROCHAIN, LES SUISSES VONT SE PRONONCER SUR UN «PAQUET DE MESURES D'AIDE AUX MÉDIAS» DESTINÉ, NOTAMMENT, À PRÉVENIR LA DISPARITION D'UN CERTAIN NOMBRE DE JOURNAUX ET DE MÉDIAS LOCAUX. QU'EN PENSENT LES JOURNALISTES EXPÉRIMENTÉS ET INDÉPENDANTS? NOUS PUBLIONS ICI DEUX AVIS DIVERGENTS.

PLUTÔT OUI: JACQUES PILET, FONDATEUR DE JOURNAUX ET DIRECTEUR DE BONPOURLATETE.COM

La loi votée le 13 février n'a aucune chance: les gens de tous bords ont en commun la détestation des journalistes.

Or de quoi parle-t-on? Que l'État soutienne la production écrite. Les radios et télévisions publiques et privées reçoivent des millions, à travers la redevance. La culture aussi, grâce à d'innombrables subventions. Le livre? Pas grand chose. Et le journalisme écrit, que ce soit sur papier ou en ligne? Rien ou presque. Les sons et les images, oui, là l'argent pleut. Mais les mots articulés? On les traite comme une ringardise. Bien sûr la presse institutionnelle de ce pays est digne de tous les reproches, en particulier ces deux dernières années. A de rares exceptions près. Mais alors que l'on donne au moins une chance aux tentatives de renouveau, aux nouvelles boutiques à mots! Pour Antipresse, Bonpoulatete et bien d'autres, ce serait une bouffée d'air. Nous sommes pile dans les critères: sites journalistiques payants. La Suisse aime bien se raconter qu'elle encourage les startups et le fait un peu. Dans le high tech, mais dans les médias, jusqu'ici, pas un sou. Innosuisse, par exemple, arrose d'innombrables projets, des plus variés, mais le journalisme? Pas de ça dans une sage maison.

Les gros éditeurs font leur beurre sur

les foires digitales et laissent maigrir leurs journaux, c'est vrai. Dire non n'y changera rien. Mais cela rendrait plus difficile encore la lutte pour la survie d'une ribambelle de publications qui n'ont jamais été gavées de pub et se lamentent moins que les grosses machines. Journaux locaux, d'opinions, d'associations... On en a besoin. Aidons-les. Ce n'est pas ce qui empêchera Le Courrier ou la Weltwoche, la WOZ ou le Regard libre de fesser parfois le gouvernement.

Les journalistes, entend-on, ne font pas assez bien leur travail pour mériter ce coup de pouce tel qu'il se pratique dans la plupart des pays européens. Se pose-t-on la même question pour les acteurs de la Culture avec un grand C? Non, heureusement! La loi a le mérite de poser un cadre factuel sans juger la qualité des médias concernés. Mais ne peut-on pas dire que raconter et commenter notre réalité à travers les mots, c'est aussi un acte culturel? Aussi important que les gamberges théâtrales et muséales. Aussi nécessaire que les flots de divertissements télévisuels dont on nous submerge, non?

Les jeunes générations sont totalement accros à l'audiovisuel sur tous les canaux possibles. Ils croient suffisants les bavardages sur les réseaux sociaux (nécessaires par ailleurs!) pour s'informer et réfléchir. Si on ne leur met plus sous le nez des articles dignes de ce nom, peu importe dans quel sens, ils s'enfonceront dans l'analphabétisme.

Je ne me fais aucune illusion sur la portée d'une telle aide (même conséquente pour nos modestes enseignes), encore moins sur les chances d'une acceptation populaire. Mais un **oui** serait au moins un signe de soutien à qui cherche encore à communiquer par le verbe rédigé.

NON ET NON: OLIVIER GRIVAT, JOURNALISTE LIBRE ET INDÉPENDANT

Avec bientôt cinquante ans de journalisme l'an prochain, j'ai vu l'évolution malheureuse de la presse écrite: d'abord les éditeurs responsables de la débâcle qui a vu l'exemplaire de *24 Heures* – pour prendre un seul exemple – passer de Fr 1.20 pour un No jusqu'à 110 pages à 4 francs pour une petite vingtaine de pages. Cherchez l'erreur! L'inflation n'est pas une explication. Dans ces rédactions appauvries, les spécialistes ont disparu: tout le monde doit pouvoir écrire à peu près sur tous les sujets. Trop de méconnaissances, trop d'erreurs en résultent. En revanche, les éditeurs comme Tamedia ou TX Group mettent aujourd'hui dans la poche droite ce qu'ils perdent en annonces dans leur poche gauche. Un vrai tour de passe-passe!

Pourtant comme l'a dit Vincent Bolloré dans une interview ce week-end au *Matin Dimanche*, «le secteur des médias est le deuxième plus profitable au monde derrière l'Industrie du luxe!» Cherchez l'erreur! Du côté des médias, on peut leur reprocher l'écriture inclusive (pas tous heureusement mais le RTS s'y est mise) et les anglicismes à tour de lignes. Ils suivent l'exemple des universitaires, des églises et de la jeune garde adepte du tout-bouleversement. Mais on peut surtout leur reprocher leur complaisance envers l'autorité lors de cette pandémie qui semble se terminer. Pour moi la presse a toujours été un rempart contre l'autoritarisme, elle devrait être la garante de nos libertés individuelles, en analysant d'un œil critique et non complaisant les décisions venues de Berne ou d'ailleurs. Hors elle a fait le contraire à quelques exceptions près encore une fois, s'efforçant de produire des titres alarmistes-qui-font-lire, mettant en exergue les mauvaises nouvelles et encourageant l'autorité à serrer un peu plus la vis, peu importe les

dégâts dans l'économie, l'éducation, la culture ou la santé psychique de la population. Je me rappelle d'un éditorialiste de *24 Heures* demandant de fermer les pistes de ski en automne 2020 «par solidarité avec nos pays voisins»! Heureusement qu'il n'a pas été entendu mais sa crédibilité en a pris un coup. Aujourd'hui, le journaliste qui ne suit pas la ligne éditoriale de la rédaction en chef ou de l'éditeur n'a guère de chance de survie dans son journal ou son magazine.

J'ai connu une époque où le rédacteur en chef qu'on vouvoyait et appelait Monsieur nous demandait d'enquêter à charge et à décharge: «Êtes-vous sûr qu'on ne va pas trop loin?» Depuis un certain nombre d'années, le mot d'ordre est «trouve-moi tous les éléments qui vont dans le sens de ce que je veux affirmer dans mon éditorial...» Les temps changent, ce n'était pas forcément mieux avant, mais la presse n'avait pas besoin du soutien financier des contribuables. Donc ce sera **non!**

MARQUE-PAGES · La semaine du 23 au 29 janvier 2022

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Synthèse. S'il ne faut lire qu'un résumé de la problématique du Covid-19, c'est celui-là. Dans cet entretien accordé au *Courrier des Stratèges*, le professeur Perronne livre le fond de sa pensée sur l'origine du virus, le pourquoi de l'opération Covid, les retombées, désastreuses... > «L'hôpital n'est plus fait pour soigner, on ferme des lits sans arrêt, on supprime du personnel, les hôpitaux sont dans un état de délabrement insensé, rien n'est entretenu. Certains lobbys veulent la disparition de l'hôpital public. Ils sont en train de l'obtenir. »

La vérité... ça s'inculque! La Suède est un pays propre sur lui. Il n'est pas exagéré de dire qu'il voue un culte à l'hygiène et à

la sécurité, y compris mentales. La Suède a donc une Agence de Défense psychologique chargée de protéger la population contre les «fake news». Mieux encore, de l'«éduquer» à les contrer. De démasquer les auteurs. De vous faire regarder dans la bonne direction et pas de côté. Non, vous ne lisez pas un brouillon d'*Orange mécanique*, mais le *Financial Times*. Et l'auteur de ce papier à la gloire du contrôle des foules par la manipulation psychologique (*Psy-Op*) n'est pas un propagandiste goebbels-stalinien, mais un éminent collaborateur de l'*American Enterprise Institute*. On nage dans la plus parfaite démocratie qui soit.

Appel à l'éveil. Mathieu Slama publie *Adieu la liberté*, un «essai sur la société disciplinaire». Il est interviewé sur Causeur, et il est important de le lire. Il y explique notamment comment nous avons été contaminés et anesthésiés par... des mots!

- * « À partir du moment où la société toute entière reprend le lexique médical et scientifique, parle de "confinement" au lieu d'"enfermement", euphémise les mesures les plus aberrantes en parlant de "mesures de freinage", alors nous sommes prêts à accepter l'inacceptable. Parler de "résilience", de "fragilité", de "vulnérabilité" etc. sous l'influence du pouvoir et de quelques intellectuels naïfs, revient à dépolitiser totalement la situation et à rendre les mesures les plus liberticides inéluctables. »

Pénurie, notre avenir. Alors que près de 200 cargos attendent au large du Mexique l'autorisation d'aborder le port de Los Angeles congestionné et ralenti, l'analyste James Rickards essaie de

représenter la gravité des ruptures de chaînes d'approvisionnement aux États-Unis — dans un jeu de dominos qui ne touchera le monde entier. Spontanément, on met le problème sur le compte de la pandémie. Mais c'est plus compliqué que ça... Le problème est systémique et les gouvernements y réagissent par... des flambées de «néofascisme». Prenons le cas de l'Australie:

- * Comme aux États-Unis, l'Australie compte un grand nombre de chômeurs. Ils reçoivent des prestations similaires à l'aide sociale et au chômage d'une agence appelée Centrelink. Eh bien, le gouvernement a maintenant déclaré que les bénéficiaires de prestations au chômage doivent travailler plusieurs heures par semaine pour réapprovisionner les rayons des supermarchés afin de conserver leurs prestations de Centrelink. Ainsi, les prestations sociales sont utilisées pour faire du travail forcé afin de régler un problème de chaîne d'approvisionnement.

Rébellion à la suisse. Un directeur de l'USAM (syndicat des PME) ose réclamer la fin des mesures coronafoireuses et la dissolution de la «Task Force». Il ose (presque) dire que cet organe «scientifique» n'a fait que de la mauvaise politique et affirme carrément qu'elle «répand une mauvaise ambiance dans la population». Et il est pour ainsi dire appuyé par l'ex- «Monsieur Covid», Daniel Koch, qui a dit que l'existence de ladite Task Force était «une erreur absolue». Mais qui refuse de commenter plus avant. Il ne faudrait quand même pas tomber dans la caricature ni alimenter l'extrémisme...

PHOTOBIOGRAPHIE PAR SLOBODAN DESPOT



L'Occident. Sirmium, 9.2.2022.

Sur la Save indolente et un peu étalée, les couchers de soleil hivernaux sont des petites apocalypses quotidiennes. Pendant que le Soleil s'en va embraser les provinces de l'Ouest, les pêcheurs replient leurs cannes et la ville s'emmitoufle dans ses odeurs de potée. L'impression que rien ne change jamais est parfois un réconfort bienvenu.

/iPhone 7+/